

[DÉCRYPTAGE]

ARMÉES PARALLÈLES : DÉCRYPTAGE DU
PARAMILITARISME EN AFRIQUE



Par Cédric Saunie

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

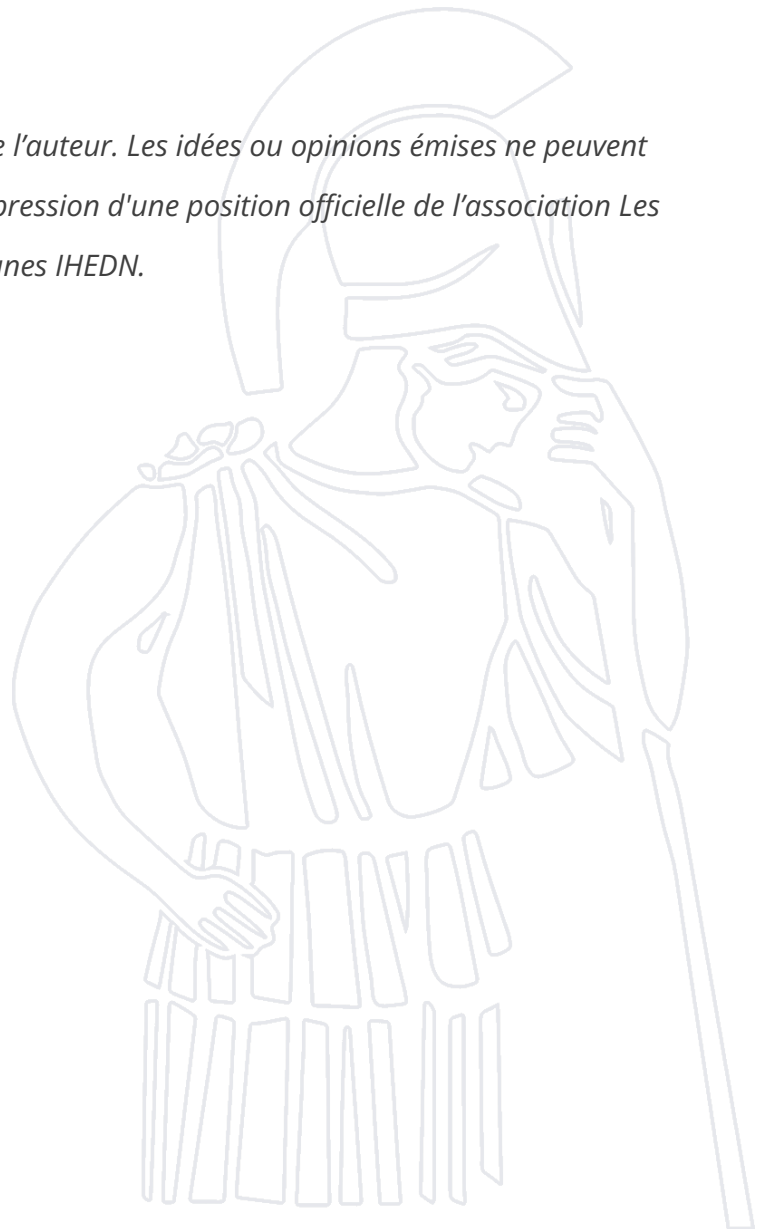
L'article « Armées parallèles : décryptage du paramilitarisme en Afrique » propose une analyse des groupes paramilitaires sur le continent africain, un contexte marqué par des conflits aux multiples facettes. Reconnaisant la complexité des enjeux et la diversité des acteurs impliqués, le texte se concentre sur trois exemples spécifiques de groupes paramilitaires pour illustrer les différentes dynamiques à l'œuvre.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Cédric Saunie est étudiant en master intelligence économique au sein de l'Université Gustave Eiffel. Il est intéressé par l'actualité géopolitique en Afrique, et plus particulièrement les questions de sécurité et de défense.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



L'Afrique demeure un théâtre complexe où les conflits, souvent aux contours flous, s'épanouissent dans un terreau fertile à l'émergence de groupes paramilitaires. Ces derniers, aux objectifs divers et parfois obscurs, trouvent un terrain propice à leur prolifération et à leur action. Dans cette toile de fond chaotique, il devient impératif d'examiner de près certains de ces acteurs pour mieux comprendre les dynamiques du paramilitarisme sur le continent africain.

Cet article se propose ainsi d'explorer trois exemples de groupes paramilitaires, chacun incarnant des constructions et des objectifs distincts. Le choix de ces exemples repose sur leur présence récurrente dans des conflits survenus au fil des années. En effet, la sélection de groupes déjà établis permet d'éviter les écueils liés à l'analyse de conflits en cours, où la collecte d'informations peut s'avérer complexe, en raison de divers facteurs entravant l'accès aux données et à une analyse objective de la situation.

Parmi ces exemples, figure tout d'abord un groupe rebelle indépendantiste, l'Azawad, dont les aspirations socio-politiques reposent sur un fort sentiment communautaire. Ensuite, le M23, une milice se prétendant défenseur des intérêts ethniques et communautaires, mais dont les actions servent en réalité les desseins idéologiques et géopolitiques d'un pays voisin de la sous-région. Enfin, nous nous pencherons sur une société militaire privée, le groupe Wagner, qui permet à une puissance mondiale de poursuivre ses objectifs diplomatiques en Afrique.

Il est important de souligner que cet article ne prétend ni recenser exhaustivement, ni résumer l'ensemble des manifestations du paramilitarisme en Afrique. Son objectif est plutôt d'utiliser ces exemples pour identifier des tendances significatives pouvant éclairer l'action de ces entités dans un contexte aussi complexe que celui du continent africain.

L'Azawad et sa quête identitaire au Mali

Tout d'abord, le premier exemple que nous allons utiliser est le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) dans le Nord du Mali, officiellement créé en octobre 2011, bien que ses racines remontent à plusieurs décennies. Les Touaregs, un groupe ethnique

nomade présent dans plusieurs pays d'Afrique du Nord, dont le Mali, ont longtemps exprimé des revendications politiques et socio-économiques. Le MNLA est né de la fusion de deux groupes : le Mouvement national de l'Azawad (MNA) et le Mouvement touareg du Nord-Mali (MTNM). Le MNLA a donc une forte composante identitaire. Le mouvement a pour but de défendre les intérêts des tribus minoritaires Touaregs au sein de l'État malien, où elles ne sont pas reconnues.

Le mouvement rebelle séparatiste et indépendantiste intimement lié à la chute du régime libyen de Kadhafi en 2011. Effectivement, le mouvement est né en Libye en 1988, un pays où de nombreux Touaregs avaient pris refuge à la suite de différentes sécheresses dans le Nord Mali, et un sentiment d'abandon de la part du pouvoir central malien, notamment du fait de la non-distribution des aides internationales lors de ces épisodes économiquement difficiles pour ces populations. Ainsi, Kadhafi accueillit ces Touaregs en masse, en les armant et leur donnant une formation idéologique, leur faisant ainsi miroiter la création d'une « République touarègue ».

De ce fait, à la suite de la chute du régime Kadhafi fin 2011, le MNLA lance en 2012 son insurrection en conquérant des territoires maliens au nord du fleuve Niger, particulièrement Kidal étant considéré le chef-lieu du mouvement. Le MNLA continue son avancée et contrôle dans les mois suivants la prise de Kidal, les régions des villes de Gao et de Tombouctou. Cette dernière est la dernière ville malienne au nord du fleuve Niger tombée sous la main du mouvement indépendantiste. La tentative de paix la plus significative connue à ce jour est les Accords pour la paix et la réconciliation au Mali, également connus sous le nom d'Accords d'Alger, un ensemble d'accords conclus en 2015 entre le gouvernement malien et divers groupes armés, dont le MNLA. Ces accords visaient à mettre fin au conflit qui a éclaté en 2012.

Le rôle de l'Algérie dans ces accords a été essentiel, car elle a joué le rôle de médiateur dans les négociations. L'Algérie a agi en tant que facilitateur neutre, offrant un lieu sûr pour les pourparlers et utilisant son influence diplomatique pour encourager toutes les parties à parvenir à un accord. L'engagement de l'Algérie dans le processus de paix était

motivé par sa préoccupation pour la stabilité de la région sahélienne, qui est directement liée à sa sécurité nationale.

Les accords ont jeté les bases d'une décentralisation politique et administrative, de réformes institutionnelles et de l'intégration de certains groupes armés dans les forces de sécurité du Mali. Cependant, la mise en œuvre des accords a été lente et confrontée à de nombreux défis, notamment des violences persistantes dans le nord du Mali, des divergences politiques et des obstacles économiques.

La France a joué un rôle significatif dans le conflit au Mali, en particulier en ce qui concerne le MNLA et d'autres groupes armés. L'opération militaire française au Mali a été baptisée Opération Serval. Lancée en janvier 2013, l'objectif principal de l'opération Serval était de stopper l'avancée des groupes armés, dont des groupes liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'autres organisations terroristes, et de restaurer la souveraineté malienne sur son territoire. La France a agi en coordination avec les forces armées maliennes et a reçu un soutien de la part d'autres pays de la sous-région et de la communauté internationale.

L'opération Serval a été considérée comme un succès. Cependant, en février 2014, la France a annoncé la fin de l'opération Serval, qui a été remplacée par l'opération Barkhane. La transition vers Barkhane visait à maintenir une présence militaire française plus durable dans la région pour lutter contre les groupes terroristes et contribuer à la stabilité à long terme. L'opération Barkhane a élargi le champ d'action de la France au Sahel. Elle visait à lutter contre les groupes terroristes dans la région, à soutenir les forces locales et à renforcer la sécurité. L'opération Barkhane s'achève fin 2022, avec un bilan mitigé, tant dans l'opinion malienne que française, symbole de la perte de vitesse de l'influence française en Afrique francophone.

Somme toute, le MNLA a des ambitions communautaires en termes de droits sociaux-économiques au Mali, avec l'ambition de se substituer à l'Etat dans ces régions avec une administration « *plus proche des réalités du Nord (...) basé sur une homogénéité culturelle* ».

Il est crucial de reconnaître qu'il existe une diversité de groupes représentant les intérêts des Touaregs. Le MNLA, bien qu'il soit souvent mis en avant dans les médias et dans les discussions politiques, ne détient pas exclusivement le mandat pour représenter l'ensemble de la communauté touarègue. En réalité, la scène touarègue est caractérisée par une pluralité d'acteurs et d'organisations, à l'instar du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA) ou Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). De plus, il est important de noter que le MNLA ne jouit pas nécessairement d'un soutien unanime au sein de la communauté touarègue. Des désaccords internes, des rivalités socio-politiques, des différences idéologiques et à des intérêts divergents peuvent conduire à des opinions et des alliances variées parmi les Touaregs.

Ainsi, il est essentiel de prendre en compte cette complexité et cette diversité lorsqu'on aborde les questions concernant les Touaregs et leurs revendications. Une approche nuancée qui reconnaît la pluralité des acteurs et des points de vue au sein de la communauté touarègue est nécessaire pour une compréhension plus complète et juste de la situation.

Les mercenaires de Kigali, le M23 dans l'Est de la République du Congo

Le M23 est un groupe rebelle actif dans la région de l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le nom « M23 » fait référence à la date du 23 mars 2009, date à laquelle un accord de paix a été signé entre le gouvernement congolais et un groupe rebelle précédent, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Le M23 a émergé en 2012 lorsque d'anciens membres du CNDP ont repris les armes, accusant le gouvernement de ne pas respecter les termes de l'accord de paix de 2009. Le M23 a été impliqué dans des affrontements armés avec les forces gouvernementales congolaises et a été accusé de violations des droits de l'homme. La communauté internationale a exprimé sa préoccupation face à la situation dans la région des Grands Lacs en raison des conflits armés, des déplacements de population massifs et des abus contre les civils. Depuis l'émergence du groupe rebelle M23, les autorités congolaises ont fermement et

constamment qualifié cette organisation de groupe terroriste. En conséquence, la RDC refuse de considérer toute forme de négociation ou de dialogue avec ce groupe.

Avant l'émergence du M23, plusieurs mouvements et groupes armés ont joué un rôle dans l'instabilité politique et sociale de la région de l'est de la République démocratique du Congo. D'abord l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo) entre 1996 et 1997, dirigée par Laurent-Désiré Kabila avec le soutien du Rwanda et l'Ouganda, qui a résulté à la chute de Mobutu ; le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), mouvement cherchant à son tour a renversé Kabila de la présidence congolaise ; le Rassemblement Congolais pour la Démocratie – Goma (RCD-Goma) créé en 1999, ayant pour but de contrôler la région riche en ressources naturelles ; puis le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), actif à partir de 2006 et dirigé autrefois par Laurent Nkunda qui est accusé de crimes de guerre et contre l'humanité – ayant trouvé refuge au Rwanda, symbolisant l'impunité régnant en RDC depuis maintenant plus d'une vingtaine d'années.

Les principales revendications du M23 sont changeantes, et incluent des questions telles que la représentation politique, les droits des minorités, l'intégration des membres du CNDP dans les forces armées congolaises, et le traitement des réfugiés congolais tutsis. Ils ont également critiqué la corruption et le manque de gouvernance efficace au sein du gouvernement congolais. Le M23 a accusé le gouvernement de ne pas tenir ses engagements envers le CNDP, ce qui a conduit à la reprise des hostilités en 2012. Les motivations du groupe étaient complexes et liées à des dynamiques politiques, ethniques et régionales dans la région des Grands Lacs en Afrique.

Ainsi, le M23 peut être considéré comme la continuation de certaines des tensions et des revendications antérieures dans la région. Le groupe a été accusé d'être soutenu par le Rwanda, bien que ce pays ait nié ces allégations. Cependant, les experts onusiens ont affirmé à deux reprises le lien existant entre le Rwanda et le M23, une première fois en 2013 et la seconde fois en 2023. Effectivement, le Rwanda est accusé d'avoir créé et de diriger la milice, telle une branche de l'armée rwandaise, mais en RDC.

Ces groupes ont tous agi à des périodes différentes dans le cadre des conflits dans l'Est du Congo depuis maintenant plus d'une vingtaine d'années, la première guerre du Congo (1996-1997), la deuxième guerre du Congo (1998-2003), ainsi que la guerre du Kivu (depuis 2004), plongeant de ce fait cette région dans une perpétuelle instabilité, où les civils sont les premières victimes. Les motivations de ces groupes paramilitaires sont troubles et paraissent instrumentalisées, tantôt, ils prétendent défendre les droits des réfugiés rwandais au Congo, puis des tutsis congolais ou des Congolais rwandophones qui seraient victimes de persécutions. Somme toute, le but est de défendre les intérêts des Banyamulenge (littéralement « ceux qui viennent du Mulenge »), dont l'origine et l'arrivée en terre congolaise est confuse. À l'instar du lieu de naissance du tutsi congolais M. Azarius Ruberwa, vice-président du Congo RDC entre 2003 et 2006, né à la même date, mais à des endroits différents sur des papiers officiels, parfois en RDC, d'autres fois au Rwanda.

Il est concevable de penser que le Rwanda joue un rôle dans l'instabilité du Congo depuis plus d'une vingtaine d'années maintenant et que la défense de la cause des Banyamulenges pourrait être un prétexte afin d'avoir la mainmise sur ses ressources naturelles. Paul Kagame, président rwandais depuis 1994, affirmait en janvier 2000 au ministre français Charles Josselin que « *cela fait 150 ans que les blancs exploitent et pillent l'Afrique, c'est maintenant le temps des noirs* ». Les revendications identitaires ne seraient ainsi qu'un alibi pour semer un climat d'instabilité profitant au voisin rwandais. Dans ce sens, l'hypothèse impérialiste des tutsi – aussi bien ceux du Rwanda, que le Burundi et l'Ouganda – de la région des grands lacs n'est pas à exclure, avec l'idée d'un empire tutsi à travers la région des grands lacs, le « Tutsiland ».

Les Ombres Russes : Wagner, Instrument de l'Ingérence Russe sur le Continent Africain

Wagner Group est une société militaire privée (SMP) russe créée en 2014 liée au Kremlin, qui fournit des services de sécurité et de défense à des gouvernements étrangers. La présence de Wagner en Afrique a été signalée dans plusieurs pays, bien que les détails

précis de ses activités puissent parfois être difficiles à vérifier en raison de la nature opaque de cette organisation. L'action du groupe Wagner est caractérisée par une approche tripartite et globale¹, qui va bien au-delà de ses activités militaires. En effet, le groupe opère sur trois fronts interconnectés : militaire, d'influence et d'accaparement des ressources. Réduire le groupe Wagner à ses seules actions militaires serait une erreur, car cela ne rendrait pas compte de la portée complète de ses opérations. La société Wagner est présente dans différents pays africains tels que le Soudan, la Centrafrique, le Mali, ou encore Madagascar. Il est important de noter que l'implication de Wagner dans ces pays peut être entourée de secrets en raison de la nature privée et discrète de cette organisation. De plus, les gouvernements qui recourent aux services de Wagner le font souvent pour des raisons de discrétion politique et militaire. Cela rend parfois difficile la collecte d'informations précises sur leurs activités. Nous nous attarderons sur un cas de figure, étant la présence du groupe uniquement au Mali dans le cadre de la lutte contre l'Azawad. La société militaire privée Wagner est fortement présente au Mali depuis 2021.

L'actualité sécuritaire du Mali a été plus que mouvementée au cours des derniers mois. Effectivement, l'armée régulière malienne a réussi à mettre en déroute les indépendantistes de l'Azawad avec l'aide du groupe Wagner. De cette manière, nous allons surtout nous intéresser à la reprise de Kidal le 14 novembre 2023, ville détenue par les indépendantistes depuis 2013, étant leur fief. La ville de Kidal a été reprise par les troupes maliennes le 14 novembre 2023, événement fortement félicité par la société civile malienne, félicitant notamment le travail de qualité au niveau sécuritaire effectué par Assimi Goïta, président du gouvernement de transition, à la suite du coup d'Etat militaire de fin 2020.

Le défi était de taille pour le gouvernement de transition, la reprise de Kidal a été accueillie par un véritable soulagement pour les Maliens. La question du Nord Mali était une question primordiale pour le régime de transition, un dossier au point mort depuis un

¹ Armed Conflict Location and Event Data Project. *Moving Out of the Shadows Shifts in Wagner Group Operations Around the World* [En ligne]. ACLED, 2023. Disponible sur : <https://acleddata.com/2023/08/02/moving-out-of-the-shadows-shifts-in-wagner-group-operations-around-the-world/>.

certain temps. L'euphorie collective du côté malien a mis sous le tapis les conditions de cette opération militaire. Cette avancée militaire pourrait se révéler être un trompe l'œil camouflant un autre problème de souveraineté. Effectivement, la reprise de Kidal, ne s'est pas faite seulement avec l'aide du groupe Wagner, alors que le Mali a toujours nié la présence malienne sur son territoire, déjà en 2021².

En théorie, on pourrait dire que cette opération est une victoire, peu importe la forme, le Mali retrouve enfin sa souveraineté en mettant en déroute les indépendantistes du MNLA. Mais il est pertinent selon nous d'approfondir, et voir les conditions et les conséquences de cette victoire. Il faut garder en tête que les mercenaires de Wagner restent des soldats servant les intérêts russes, et non des bons samaritains comme l'influence russe voudrait nous le faire croire³. Sachant que Wagner est coutumier du paiement de ses services sous la forme du contrôle des ressources naturelles⁴, notamment minières, la mainmise sur ce type de ressources ne fait qu'augmenter la dépendance des pays qui en sont victimes envers la Russie⁵.

De plus, il faut croire que les troupes de Wagner ont à cœur de revendiquer leur importance dans cette avancée militaire qu'est la prise de Kidal avec une attitude beaucoup moins discrète qu'à l'accoutumée du groupe paramilitaire⁶, voire provocatrice à l'encontre du pouvoir central de Bamako. La reprise de Kidal, et d'autres territoires du Nord malien peut s'apparenter à un regain de la souveraineté de Bamako, mais dans les faits, c'est plutôt un cadeau empoisonné. Les mercenaires de Wagner en sortent gagnants, car leur influence et la légitimité de leur présence ont gagné du terrain.

² Gouvernement du Mali. « Communiqué n° 004 du Gouvernement de la Transition ». *Facebook* [En ligne], 25 décembre 2021. Disponible sur : https://www.facebook.com/GouvMali/photos/a.2329518153938693/3324213261135839/?type=3&ref=embed_post.

³ Lacoux, Benoît ; Guyon, Colin et Derradji, Melvin. « Le soldat français : un outil pour la guerre de l'information ». *Portail de l'IE* [En ligne], 22 février 2023. Disponible sur : <https://www.portail-ie.fr/univers/influence-lobbying-et-guerre-de-linformation/2023/le-soldat-francais-un-outil-pour-la-guerre-de-linformation/>.

⁴ Berlin, Jessica ; Clement, David ; Elufisan, Lanre Peter ; Hicks Elizabeth et Kész, Zoltán. *How the Kremlin is using Wagner to launder billions in African gold* [En ligne]. The Blood Gold Report, 2023. Disponible sur : <https://bloodgoldreport.com/wp-content/uploads/2023/12/The-Blood-Gold-Report-2023-December.pdf>.

⁵ Sauvage, Grégoire. « Au Soudan, le groupe Wagner fait profil bas pour préserver ses intérêts ». *France 24* [En ligne], 20 avril 2023. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/afrique/20230420-au-soudan-le-groupe-wagner-fait-profil-bas-pour-pr%C3%A9server-ses-int%C3%A9r%C3%AAts>.

⁶ Pierson, Elisabeth. « Au Mali, Wagner hisse son drapeau sur la ville de Kidal ». *Le Figaro* [En ligne], 24 novembre 2023. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/au-mali-wagner-hisse-son-drapeau-sur-la-ville-de-kidal-20231124>.

Malgré les accords sécuritaires que ce soit au Mali ou dans d'autres pays, les mercenaires Wagner sont régulièrement accusés d'exactions sur les populations civiles où ils opèrent⁷. Pour conclure, nous nous permettons donc d'introduire le concept de Triangle de Karpman, également appelé triangle dramatique. Le modèle psychologique met en lumière trois rôles principaux que les entités peuvent adopter dans une situation conflictuelle : la victime, le persécuteur et le sauveur. Nous pouvons désigner la victime étant le Mali, le persécuteur étant le MNLA, et le sauveur étant la Russie. Cependant, le problème est que ce modèle est dynamique et que la relation entre victime (Mali) et sauveur (Russie) peut devenir toxique, du fait de l'évolution du rôle du sauveur impliquant une prise de contrôle autoritaire et une dépendance vis-à-vis de la victime.

Il serait également intéressant de notifier que cette stratégie est adoptée par la Russie dans tous les pays africains où le groupe Wagner intervient, avec l'Occident comme persécuteur, et plus spécialement la France dans les pays francophones. Ce qui résulte à exacerber le sentiment pro-russe en Afrique francophone, tout en provoquant la montée du sentiment anti-français dans ces pays. On pourrait qualifier la Russie de « sauveur intéressé », qui cherche à acquérir des gains géopolitiques par l'intermédiaire de Wagner. Il est à noter que le groupe Wagner se réorganise sous le nom d'*African Corps*⁸ à la suite du décès d'Evgueni Prigojine, abattu par la défense aérienne russe près de Moscou le 23 août dernier.

Pour conclure, alors que nous explorons les intrications du paramilitarisme en Afrique à travers ces exemples, il est impératif de ne pas perdre de vue l'aspect humain de ces conflits. Derrière chaque statistique, se cachent des vies brisées, des familles déchirées et des communautés ravagées par la violence. Il est de notre devoir de garder une pensée chaleureuse et empathique pour toutes les victimes civiles de ces conflits, dont la souffrance et le sacrifice ne doivent jamais être oubliés.

⁷ ONU. « RCA : Le groupe russe Wagner harcèle et intimide les civils - experts de l'ONU ». *OHCHR* [En ligne], 27 octobre 2021. Disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2021/11/car-russian-wagner-group-harassing-and-intimidating-civilians-un-experts>.

⁸ Geel, Florent. « Les nouveaux visages de Wagner en Afrique ». *Le Rubicon* [En ligne], 8 février 2024. Disponible sur : <https://lerubicon.org/les-nouveaux-visages-de-wagner-en-afrique/>.

Nous aspirons à un avenir où ces communautés meurtries pourront enfin connaître la paix et la stabilité, où les rêves de chaque individu ne seront plus anéantis par les ravages de la guerre. Puissent-elles trouver refuge dans des sociétés reconstruites, où la violence cède la place à la réconciliation, et où la dignité humaine est restaurée. En espérant ardemment que ces vœux se concrétisent, nous devons continuer à œuvrer pour un monde où la paix prévaut, et où chaque individu a la possibilité de mener une vie paisible, dépourvue des ravages des conflits armés.





publication@jeunes-ihedn.org